

La crise s'aggrave : il faut exproprier les banques!

Lors du sommet européen du 21 juillet, les chefs d'Etat européens avaient décidé d'un nouveau plan de « sauvetage » pour la Grèce. Quelque 160 milliards d'euros ont été promis, non pas pour sauver la population grecque bien sûr, mais encore une fois pour aider les grandes banques. Qu'arriverait-il si le gouvernement grec, étranglé par les haut taux d'intérêts imposés par les banques, se retrouvait dans l'impossibilité de payer sa dette? Une situation qui fait craindre un nouveau krach et une nouvelle panique sur les marchés boursiers.

Les mesures concrètes pour traduire les décisions du sommet européen du 21 juillet commencent à peine à être appliquées que le président de la Commission européenne, Manuel Barroso, est forcé de constater que le plan du 21 juillet ne sera pas suffisant. L'Espagne, le Portugal et l'Italie sont dorénavant dans la ligne de mire des « marchés », c'est-à-dire des quelques grandes banques qui y donnent le ton. A forces rumeurs sur les difficultés financières de l'Italie, à coups de dégradations des notes de fiabilité des dettes des Etats annoncées par les agences de notation, les intérêts que ces Etats doivent déboursier pour emprunter ont en effet dépassé les 6% voire 7%.

Un « défaut de paiement » de l'Italie n'est certes pas pour tout de suite, mais la seule éventualité d'une telle défaillance a de quoi provoquer des paniques. Car si la dette de la Grèce se chiffre à 350 milliards d'euros, celle de l'Italie s'élève à 1123 milliards, quatre fois le budget de l'Etat fédéral allemand.

Devant ces risques annoncés, « rassurer les marchés » est devenu le maître mot de tous les gouvernements qu'ils soient de droite ou de gauche. Et « rassurer les marchés » consiste en premier lieu à montrer aux banques que les gouvernements sont prêts à faire payer leurs populations pour rester en mesure de payer les intérêts des dettes aux banques.

Ainsi Berlusconi annonce de nouvelles économies de 48 milliards. Et ce n'est pas lui qui s'en prendrait aux riches.

En Belgique, Reynders martèle la « nécessité de réformer notre système des pensions et des allocations de chômage ».

Quant à la Grèce, le dernier plan du gouvernement - la contre-partie de « l'aide » européenne - se traduira par la privatisation de quasiment tout ce qui reste de services publics, avec des milliers de suppressions d'emplois à la clé, des baisses de salaire de 20% et plus, des pensions amputées de moitié, des impôts à la hausse, de salaires limités à 500 euros pour les jeunes qui débutent...

Or, voilà que la semaine passée, ce sont les actions d'entreprises industrielles qui ont chuté. Nombre d'actionnaires et de fonds ont vendu leurs actions, car toutes ces restrictions budgétaires, le chômage qui augmente et la baisse du pouvoir d'achat dans tous les pays riches du monde, ce n'est en effet pas prometteur d'une croissance de la consommation et, partant, des ventes des entreprises.

Ainsi, chaque mesure prise par les gouvernements ne fait qu'aggraver la crise. Les milliards pour les banques et les grandes entreprises enfoncent les Etats dans la dette et renforcent encore la spéculation alors que les restrictions imposées aux classes populaires paralysent un peu plus l'économie.

Ce n'est pas à nous de payer pour cette crise. Non seulement, nous n'y sommes pour rien, mais chaque sacrifice imposé aux classes populaires n'aura comme seul effet d'aggraver la crise.

Il s'agit de défendre nos conditions d'existence : nos emplois, nos salaires, nos pensions. Mais il s'agit aussi d'ôter le pouvoir à une poignée de gros capitalistes de précipiter l'humanité dans une crise de jour en jour plus catastrophique.

C'est pour cela que dans les luttes à venir, contrôler les capitalistes, soumettre leurs comptes et ceux des entreprises au contrôle collectif des travailleurs, exproprier les banques, les regrouper en une seule et les soumettre au contrôle de la population, seront des objectifs primordiaux.